

Deze verlaagde heffing is vastgesteld op :

- 0,20358 frank per liter melk geleverd aan een melkbewerkend of -verwerkend bedrijf;
- 0,21744 frank per kilo magere melk of karnemelk die geniet van de steun voor magere melk bestemd voor de veevoeding wanneer het een producent betreft die melk verkoopt onder de vorm van andere zuivelprodukten.

Deze verlaagde heffing is van toepassing binnen een limiet van maximum 60 000 kilogram of 58 252 liters melk, geleverd in de periode van 1 juni 1986 tot het einde van het melkprijsjaar 1986/1987.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 15 juli 1985 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 26 oktober 1977 betreffende de medeverantwoordelijkheidshooftheffing in de sector melk en zuivelprodukten, wordt opgeheven.

Brussel, 9 juni 1986.

P. DE KEERSMAEKER

Ce prélèvement réduit est fixé à :

- 0,20358 franc par litre de lait livré à une entreprise traitant ou transformant du lait;
- 0,21744 franc par kilo de lait écrémé ou de babeurre bénéficiant de l'aide pour le lait écrémé destiné à l'alimentation des animaux lorsqu'il s'agit d'un producteur vendant du lait sous forme d'autres produits laitiers.

Ce prélèvement réduit s'applique dans la limite d'une quantité maximale de 60 000 kilogrammes ou 58 252 litres de lait, livrée au cours de la période qui s'étend du 1er juin 1986 jusqu'à la fin de la campagne laitière 1986-1987.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 15 juillet 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 26 octobre 1977 relatif à un prélèvement de coresponsabilité dans le secteur du lait et des produits laitiers est abrogé.

Bruxelles, le 9 juin 1986.

P. DE KEERSMAEKER

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE

F. 86 — 905

6 MARS 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour la construction, l'agrandissement ou la transformation d'abattoirs publics

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1982 de l'Exécutif Régional Wallon portant règlement de son fonctionnement et modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif Régional Wallon du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 22 avril 1982 sur les signatures des actes de l'Exécutif modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subventions pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et association de polders ou de wateringues, notamment l'article 4, 2°, b modifié par l'arrêté royal du 23 janvier 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 18 septembre 1985;

Vu le consensus obtenu au Comité de concertation du 4 février 1986 sur la compétence régionale;

Vu l'accord de l'Exécutif de la Région Wallonne;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture,

Arrête :

Section I. — Conditions d'octroi de la subvention

Article 1er. Le Ministre, membre de l'Exécutif Régional Wallon, qui a les abattoirs publics dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », peut accorder dans la limite des crédits budgétaires des subventions aux provinces, communes et associations de communes pour la construction, l'agrandissement ou la transformation d'abattoirs publics, y compris les installations techniques d'abattage et frigorifique.

Art. 2. La subvention ne peut être accordée qu'aux conditions suivantes :

1° l'abattoir est la propriété d'une province, d'une commune, d'une association de communes ou d'une société mixte dans laquelle les pouvoirs publics sont majoritaires et conserve le même statut juridique après l'octroi de la subvention;

2° les travaux doivent être conformes aux critères techniques requis par la législation en matière d'abattage de viandes;

3° les travaux sont effectués après l'obtention des permis requis, le cas échéant, par les législations :

- sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire, pour la construction;
- sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes, en ce qui concerne la police externe de ces établissements, pour la construction et l'exploitation.

Art. 3. § 1. Le taux d'intervention est de maximum cinquante pour cent du montant de la dépense à subventionner.

§ 2. Le calcul du montant de la dépense à subventionner est effectué selon les règles des articles 7 et 8 de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues.

Pour l'application de ces dispositions on entend par « Ministre des Travaux publics, Ministre de l'Agriculture, Ministre de la Santé publique » ; le Ministre visé à l'article 1er du présent arrêté.

§ 3. L'acquisition d'immeubles, lorsque les biens à acquérir sont nécessaires à l'exécution des travaux visés à l'article 1er, peut également bénéficier d'une subvention de taux égal à celui applicable au travail en vue duquel cette acquisition est faite.

Section II. — Procédure de la subvention

Art. 4. § 1. La requête d'octroi de la subvention est introduite auprès du Ministre par lettre recommandée. S'il y a lieu à application des règles relatives à la tutelle, la requête est également transmise au Ministre, membre de l'Exécutif Régional Wallon, qui a la tutelle dans ses attributions.

2. Pour l'octroi de la promesse de principe le Ministre veille notamment au respect des conditions par l'article 2, 1^o et 2^o.

§ 3. Les paragraphes 2 et 4 de l'article 1er, ainsi que l'article 6, 1^o de l'arrêté royal du 25 avril 1980 réglant, en ce qui concerne la Région Wallonne, la procédure d'octroi des subsides prévus à l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution des travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de waterings, sont applicables.

Pour l'application de ces dispositions et dans le cadre du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « Ministre », le Ministre visé à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 5. Si les travaux requièrent l'obtention de permis indiqués à l'article 2, 3^o, les copies certifiées conformes de ces permis sont communiqués sans délai par le demandeur au Ministre, ainsi que les documents attestant qu'il a été satisfait aux règles relatives à la tutelle dans un sens favorable à la demande.

Lorsque toutes ces pièces sont communiquées, il est fait application des articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 25 avril 1980 précité.

Art. 6. Le Ministre peut délivrer la promesse ferme conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 25 avril 1980 précité, excepté si les règles du présent arrêté, n'ont pas été respectées par le demandeur. Le refus d'octroi de la subvention est motivé et est notifié au demandeur.

Section III. — Liquidation et paiement de la subvention

Art. 7. Le Ministre fixe les règles de liquidation et de paiement dans la promesse ferme.

Section IV. — Dispositions finales

Art. 8. Dans le cadre du présent arrêté, l'article 4, 2^o, b de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 en matière de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de waterings, modifié par l'arrêté royal du 23 janvier 1951, est abrogé en Région Wallonne.

Art. 9. Les subventions pour lesquelles une promesse ferme a été accordée en vertu de l'article 4, 2^o, b visé à l'article précité seront liquidées et payées conformément à l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 précité.

Art. 10. Le Ministre de la Région Wallonne qui a les abattoirs publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mars 1986.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 86 — 905

6. MÄRZ 1986. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Zuschüssen an untergeordnete Behörden für den Bau, den Ausbau und den Umbau von öffentlichen Schlachthöfen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung ihrer Arbeitsweise, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1987 über die Beteiligung des Staates in Sachen Zuschüsse für die Ausführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- oder Entwässerungsvereinigungen, insbesondere des Artikels 4, Punkt 2, b, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 23. Januar 1951;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 18. September 1985;

Aufgrund des im Konzertierungsausschuss vom 4. Februar 1986 erhaltenen Konsenses über die regionale Zuständigkeit;

Aufgrund des Einverständnisses der Exekutive der Wallonischen Region;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Abschnitt I. Bedingungen für die Gewährung der Subvention

Artikel 1. Soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben, kann der Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Schlachthöfe gehören, nachstehend « der Minister » genannt, den Provinzen, Gemeinden und Gemeindevereinigungen Zuschüsse gewähren für den Bau, den Ausbau oder den Umbau von öffentlichen Schlachthöfen, einschliesslich der technischen Schlacht- und Kühlanlagen.

Art. 2. Die Subvention kann nur unter folgenden Bedingungen gewährt werden :

1. Der Schlachthof gehört einer Provinz, einer Gemeinde, einer Gemeindevereinigung oder einer gemischt-wirtschaftlichen Gesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung der öffentlichen Behörden, und behält dieselbe Rechtsform nach Erhalt der Subvention;

2. Die Arbeiten müssen den technischen Kriterien entsprechen, die die Gesetzgebung in Sachen Schlachten vorsieht;

3. Die Arbeiten werden erst nach der Genehmigungen vorgenommen, die gegebenenfalls erforderlich sind :
— aufgrund der Gesetzgebung über den Städtebau und die Raumordnung, was den Bau anbelangt;
— aufgrund der Gesetzgebung über die als gefährlich gesundheitsschädlich und lästig eingestuft Betriebe, namentlich der polizeilichen Vorschriften für den Aussenbereich, was den Bau und die Bewirtschaftung anbelangt.

Art. 3. § 1. Die Beteiligung beträgt höchstens 50 % des Betrags der bezuschussbaren Ausgaben.

§ 2. Die Berechnung der bezuschussbaren Ausgaben erfolgt gemäss den Regeln der Artikel 7 und 8 des Regentenerlasses vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates in Sachen Zuschüsse für die Ausführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken sowie Polder- oder Entwässerungsvereinigungen.

Für die Anwendung dieser Bestimmungen versteht man unter « Minister der Öffentlichen Gesundheit » den in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Minister.

§ 3. Wenn für die Ausführung der in Artikel 1 angegebenen Arbeiten Immobilien gekauft werden müssen, kann dieser Erwerb zum gleichen Satz bezuschusst werden wie die Arbeiten, im Hinblick auf welche der Erwerb stattfindet.

Abschnitt II. — Verfahren der Subvention

Art. 4. § 1. Der Antrag auf Bezuschussung wird per Einschreiben beim Minister eingereicht.

Falls die Vorschriften in bezug auf die Aufsicht zur Anwendung kommen, ist der Antrag auch dem Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive übermitteln, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht gehört.

§ 2. Bevor der Minister sein Grundsatzversprechen erteilt, überprüft er, ob namentlich die in Artikel 2, Punkte 1 und 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind.

§ 3. Die Paragraphen 2 und 4 von Artikel 1 sowie Artikel 6, Punkt 1 des Königlichen Erlasses vom 25. April 1980 zur Regelung, für die Wallonische Region, des Verfahrens zwecks Gewährung der im Regentenerlass vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates in Sachen Zuschüsse für die Ausführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- oder Entwässerungsvereinigungen kommen zur Anwendung.

Für die Anwendung dieser Bestimmungen und im Rahmen des vorliegenden Erlasses versteht man unter « Minister » den in Artikel 1 dieses Erlasses erwähnten Minister.

Art. 5. Falls die Erlangung der in Artikel 2, Punkt 3 erwähnten Genehmigungen für die Arbeiten erforderlich ist, übermittelt der Antragsteller dem Minister unverzüglich die beglaubigten Abschriften derselben sowie die Dokumente, die bestätigen, dass die Vorschriften in Sachen Aufsicht ordnungsgemäss erfüllt worden sind.

Wenn all diese Schriftstücke übermittelt worden sind, kommen Artikel 2 und 3 des vorerwähnten Erlasses vom 25. April 1980 zur Anwendung.

Art. 6. Der Minister kann das feste Versprechen gemäss Artikel 4 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. April 1980 erteilen, ausser wenn der Antragsteller die Vorschriften dieses Erlasses nicht eingehalten hat. Die Verweigerung der Zuschussbewilligung wird begründet und dem Antragsteller susgestellt.

Abschnitt III. — Ausschüttung und Zahlung der Subvention

Art. 7. Der Minister bestimmt die Ausschüttungs- und Zahlungsmodalitäten im festen Versprechen.

Abschnitt IV. — Schlussbestimmungen

Art. 8. Im Rahmen des vorliegenden Erlasses wird Artikel 4, Punkt 2, b des Regentenerlasses vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates in Sachen Zuschüsse für die Ausführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- oder Entwässerungsvereinigungen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 23. Januar 1951, in der Wallonischen Region aufgehoben.

Art. 9. Die Zuschüsse, für welche des feste Versprechen gemäss dem im vorigen Artikel erwähnten Artikel 4, Punkt 2, b erteilt worden ist, werden gemäss dem vorerwähnten Regentenerlass vom 2. Juli 1949 ausgeschüttet und bezahlt.

Art. 10. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Schlachthöfe gehören, ist mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 8. März 1986.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft,
D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 86 — 905

6 MAART 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de verlening van toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de bouw, de uitbreiding of de verbouwing van openbare slachthuizen

De Waalse Gewestexecutieve,

- Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van haar werking en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;
- Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1987 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve;
- Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;
- Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 1967 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of wateringen, inzonderheid op artikel 4, 2^a, b, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1951;
- Gelet op het advies van de Raad van State van 18 september 1985;
- Gelet op de consensus verkregen in het Overlegcomité op 4 februari 1986 op de gewestelijke bevoegdheid;
- Gelet op het akkoord van de Waalse Gewestexecutieve;
- Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit:

Afdeling I. — Voorwaarden voor de toekenning van de toelage

Artikel 1. De Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid de openbare slachthuizen behoren, hierna genoemd « de Minister » kan binnen de perken van de begrotingskredieten subsidies verlenen aan de provincies, gemeenten en verenigingen van gemeenten voor de bouw, de uitbreiding of de verbouwing van openbare slachthuizen met inbegrip van de technische slacht- en koelinrichtingen.

Art. 2. De toelage kan alleen verleend worden onder de volgende voorwaarden :

- 1^o het slachthuis is de eigendom van een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten of van een gemengde vereniging waarin de overheid de meerderheid heeft en behoudt hetzelfde juridisch statuut na toekenning van de toelage.
- 2^o de werken moeten aan de door de wetgeving inzake slachtvlees vereiste technische criteria voldoen;
- 3^o de werken worden verricht na ontvangst van de vergunningen in voorkomend geval vereist door de wetgevingen inzake :
 - stedebouw en ruimtelijke ordening voor de bouw;
 - inrichtingen gerangschikt als gevaarlijk, ongezond en hinderlijk, wat betreft de externe politie van die inrichtingen, voor de bouw en de exploitatie;

Art. 3. § 1. De subsidie bedraagt maximaal vijftig procent van het bedrag van de te subsidiëren uitgaven.

§ 2. Het bedrag van de te subsidiëren uitgave wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 7 en 8 van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of wateringen.

Voor de toepassing van die bepalingen dient te worden verstaan onder « Minister van Openbare Werken, Minister van Landbouw, Minister van Volksgezondheid » : de in artikel 1 van dit besluit bedoelde Minister.

§ 3. Als de te verwerven onroerende goederen noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde werken, kan voor de verwerving van onroerende goederen ook een toelage verleend worden waarvan het percentage gelijk is aan dat welk van toepassing is op het werk waarvoor deze verwerving wordt verricht.

Afdeling II. — Procedure van de toelage

Art. 4. § 1. De aanvraag van toekenning van de toelage wordt bij de Minister bij aangetekende brief ingediend. Indien de bepalingen betreffende het toezicht dienen te worden toegepast wordt de aanvraag ook gestuurd aan de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het toezicht behoort.

§ 2. Voor het verlenen van de principiële belofte ziet de Minister de inzonderheid op toe dat de in artikel 2, 1^o en 2^o vereiste voorwaarden worden nagekomen.

§ 3. De paragrafen 2 en 4 van artikel 1 alsmede artikel 6, 1^o, van het koninklijk besluit van 25 april 1980 tot vaststelling wat het Waalse Gewest betreft, van de procedure inzake verlening van toelagen bepaald in het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of wateringen zijn van toepassing.

Voor de toepassingen van die bepalingen en in het kader van dit besluit dient te worden verstaan onder « Minister », de in artikel 1 van dit besluit bedoelde Minister.

Art. 5. Indien de werken het bekomen van de in artikel 2, 3^o, bedoelde vergunningen eisen, worden de eensluidende verklaarde afschriften van die vergunningen alsmede de stukken die verklaren dat het in een zin gunstig aan de aanvraag aan de regels betreffende het toezicht wordt voldaan, onverwijld door de aanvrager aan de Minister gestuurd.

Als alle stukken meegedeeld worden, worden de artikelen 2 en 3 van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1980 toegepast.

Art. 6. De Minister kan overeenkomstig artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1980 de vaste belofte afgeven, behalve indien de aanvrager aan de bepalingen van dit besluit niet voldoet. De weigering tot toekenning van de toelage wordt met redenen omkleed en ter kennis van de aanvrager gebracht.

Afdeling III. — Vereffening en betaling van de toelage

Art. 7. De Minister stelt in de vaste belofte de vereffening- en betalingsbepalingen vast.

Afdeling IV. — Slotbepalingen

Art. 8. In het kader van dit besluit wordt artikel 4, 2^o, b, van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerfabrieken en verenigingen van polders en wateringen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1951 in het Waalse Gewest opgeheven.

Art. 9. De toelagen waarvoor overeenkomstig artikel 4, 2^o, b, bedoeld in het voormelde artikel een vaste belofte wordt verleend, zullen overeenkomstig het voormelde besluit van de Regent van 2 juli 1949 vereffend en betaald worden.

Art. 10. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de openbare slachthuizen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 maart 1986.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
D. DUCARME

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 31 januari 1986 is op datum van 29 juni 1986 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Daune, R., hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Marche-en-Famenne.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 19 maart 1986, dat in werking treedt op 22 juni 1986, is de heer Joseph, R., griffier-hoofd van de griffie van het vredegericht van het kanton Neufchâteau, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 22 april 1986 is op datum van 30 juni 1986 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer De Backer, U., griffier-hoofd van dienst bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1985 is op datum van 30 juni 1986 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer De Thuin M., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 7 februari 1986 is op datum van 30 juni 1986 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Timmerman, G., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 14 februari 1986 is op datum van 30 juni 1986 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Dhont, D., secretaris van het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 31 janvier 1986, démission de ses fonctions est accordée à la date du 29 juin 1986 à M. Daune, R., greffier en chef au tribunal de première instance de Marche-en-Famenne.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 19 mars 1986, entrant en vigueur le 22 juin 1986, M. Joseph, R., greffier-chef de greffe de la justice de paix du canton de Neufchâteau, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 22 avril 1986, démission de ses fonctions est accordée à la date du 30 juin 1986 à M. De Backer, U., greffier-chef de service au tribunal de première instance de Gand.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 10 juin 1985, démission de ses fonctions est accordée à la date du 30 juin 1986 à M. De Thuin, M., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 7 février 1986, démission de ses fonctions est accordée à la date du 30 juin 1986 à M. Timmerman, G., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 14 février 1986, démission de ses fonctions est accordée à la date du 30 juin 1986, à M. Dhont, D., secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Audenarde.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.